

L'IMPÔT DU SANG...

«*L'impôt*, disait Mirabeau à la Constituante, *est une dette commune des citoyens, une espèce de dédommagement et le prix des avantages que la société leur procure*». Cette définition n'est ni juste ni complète. D'abord les avantages que la société procure à ses membres varient d'un individu à un autre. Tel acquitte par ses impôts des services dont il ne jouit aucunement. Si la dette est commune et les taxes remises à chaque individu, il n'en est pas moins vrai que c'est celui qui, en dernier ressort, ne peut se récupérer d'une façon quelconque sur un autre individu, qui paye seul l'impôt. Et quel est-il dans notre société capitaliste sinon le prolétaire?

L'industriel a fait entrer dans ses frais généraux les taxes diverses municipales ou d'État, qui peuvent lui être appliquées et c'est de la somme de ces frais, jointe à ceux que sa fabrication entraîne aux achats de matières premières, etc..., qu'il établira ensuite son échelle des salaires; si le commissionnaire, dont les taxes ont été augmentées, fait porter sur les articles de consommation dont il a le placement le taux de cette augmentation, le débitant au détail à son tour fera revenir la différence par une pluie de sous que les consommateurs, imposés à leur tour sous cette forme nouvelle, feront tomber dans sa caisse. Le propriétaire se récupère sur le locataire par une augmentation de loyer, quelquefois à l'avance, avant même que de nouvelles taxes lui en aient fourni le prétexte. Lorsqu'un immeuble est construit, l'assurance contre l'incendie, les frais prévus de réparations, les taxes immobilières, toutes les fournitures de lumière et d'eau, soit la somme des frais d'entretien et de conservation servira à établir le prix des loyers. Tous ceux qui pourront reprendre sur d'autres la somme de débours nouveaux n'y failliront pas. Seul, le prolétaire, producteur de la richesse sociale, se trouvera non seulement dans l'obligation de payer les taxes de tout le monde possédant, mais encore il verra diminuer son salaire ou l'augmentation de celui-ci différée de longtemps, ce qui revient au même, pour combler la différence des impôts toujours plus élevés.

Si donc nous disons: Tous les impôts, proportionnel ou progressif, directs ou indirects, sont immoraux parce qu'ils finissent toujours par être payés par ceux qui jouissent le moins des «*avantages de la société*», que pourrions nous dire du service militaire, de l'impôt du sang?

De quoi s'agit-il en l'espèce? De se préparer à la défense du pays, de ses institutions, des rouages compliqués qu'exige de plus en plus l'organisation politique des sociétés, de résister à l'envahissement problématique de l'«*ennemi*» venant nous imposer des institutions nouvelles qui ne répondraient pas à la tradition du pays et au caractère de ses habitants. Tout cela paraît fort beau. Vouloir vivre à sa guise, rien de mieux en effet et, pour y parvenir, repousser le conquérant qui s'était promis vos dépouilles, c'est au mieux; mais, ne vous semble-t-il pas que ce serait précisément à ceux qui jouissent des institutions du pays, qui les développent au gré de leurs désirs ou plutôt de leurs intérêts, qui apportent à leur création, à leur transformation même, toutes les ressources d'un esprit bien avisé, qu'il appartiendrait en toute justice, de droit pour ainsi dire, de vouer à la défense de ce qui fut leur œuvre, leur passe-temps et la conservation de leur bien-être, la garantie d'une jouissance certaine et sans à coup? Nos institutions, qu'il est convenu d'appeler «*libres*», à quel but sont-elles destinées sinon à asseoir la puissance de la classe possédante, à lui assurer la sécurité la plus complète, à protéger la propriété sous ses diverses formes, à garantir à ceux qui possèdent la sécurité et l'abandon dans la jouissance de l'argent? Servent-elles à autre chose en définitive?

«*Vous oubliez*, vont s'écrier, les bras au ciel, quelques monomanes de l'admiration nationale, en pâmoison constante devant nos institutions, *vous oubliez l'instruction populaire et tout ce qui est fait pour le développement du peuple!*». Non, nous ne l'oublions pas, mais nous osons affirmer que l'instruction primaire se développe dans notre pays, comme ailleurs du reste, non pas dans la mesure des besoins du peuple qui, sont grands et iraient encore en grandissant, mais dans la mesure des besoins de la classe capitaliste pour la formation de l'armée industrielle dont elle a besoin. L'instruction primaire est restée rudimentaire. Nos pères sortaient de l'école tout aussi «*instruits*» que n'en sortent leurs petits fils. Seul le nombre de ceux qui vont à l'école a augmenté, l'instruction ayant été déclarée obligatoire, parce que les illettrés ne pouvaient satisfaire aux exigences actuelles de l'exploitation capitaliste. Des écoles diverses se sont créées pour la formation des cadres de cette armée.

Le champ de développement de l'instruction populaire serait immense si l'on voulait vraiment le cultiver; pour l'instant il reste en friche, mais vienne à se créer une industrie nouvelle, exigeant avec des bras nombreux des cerveaux mieux cultivés, aussitôt la société, l'État plutôt, sélection de la classe possédante, se mettra en mesure de fournir les contingents nécessaires à l'exploitation nouvelle. Donc l'instruction populaire est en rapport direct des besoins de l'exploitation capitaliste.

Par elles-mêmes les institutions du pays n'ont pas une force attractive suffisante pour enlever d'enthousiasme les masses dépossédées. Pour leur faire accepter la défense des dites institutions dont elles font tous les frais sans en avoir les bénéfices, pour amener les prolétaires à défendre la propriété, il fallut user de deux moyens: le mensonge et la coercition.

Le mensonge a pris toutes les formes, s'est insinué partout. Ouvrez un livre destiné à l'enseignement primaire et vous y trouverez les belles définitions de la patrie dont parlait dernièrement le camarade Joris; les journaux font tous les jours leur besogne patriotique d'une façon tellement idiote, heureusement, qu'il n'y a plus vraiment que les gens bouchés à l'émeri pour s'arrêter à de telles turlupinades; c'est un mot d'ordre donné parmi la gent bourgeoise de faire vibrer cette corde quelque peu détendue du patriotisme et de saisir les plus futiles prétextes pour faire revivre un passé qui n'a plus l'heur d'intéresser le peuple. Écrivains, orateurs, moralistes, philosophes ou prétendus tels, prêtres de tous les cultes, tous gens payés pour cette besogne, nous ont montré le devoir du citoyen, les sacrifices qu'il doit s'imposer pour la défense de son pays et la beauté de son sacrifice; mais à toutes ces belles prosopopées, à ces magnifiques tirades, à tous ces raisonnements captieux, il a fallu ajouter le gendarme et le code pénal militaire.

Dans un récent discours, le chef du Département militaire parlait du nombre incalculable de demandes de dispenses reçues à son Département en vue du rassemblement de troupes qui va prendre fin. Si tous ceux qui ont adressé ces demandes et tous ceux qui en avaient prévu l'inutilité n'avaient eu que la notion du devoir pour les faire partir, nos jeunes officiers en corset eussent été seuls ou à peu près à marteler de leurs talons les trottoirs de la gare. Heureux symptôme! La perspective de la prison et la crainte du code les ont armés et mis en route. Quels soldats convaincus cela doit faire!

Ce que les pères n'ont osé faire - les tendances de leur temps s'y opposant et la volonté leur faisant défaut - les fils l'accompliront-ils? Au lieu de chercher à échapper au service par des subterfuges, comme nous le fîmes, le vrai devoir n'était-il pas d'en refuser la charge? La force morale qui nous a manqué, c'est à nous de la développer chez nos enfants et de leur montrer qu'il y va, en repoussant la servitude militaire, de leur santé morale comme de leur santé physique; c'est à nous de miner dans leur esprit l'entraînement du jeune âge et de développer en eux l'esprit de critique qui sera la meilleure semence de résistance que nous puissions jeter dans leur cerveau.

Il faut que la conscience de leur jeune individualité se révolte à la pensée d'aller la perdre dans ce troupeau humain qu'est l'armée, il faut qu'ils aient l'effroi du commandement qui fera d'eux des marionnettes dans la main d'un professionnel. Qu'ils écoutent ceux qui y ont passé et ils apprendront comment un homme cesse d'être lui sous la livrée patriotique, combien le plus délicat perd son caractère et sa mentalité pour devenir par l'influence du milieu, la répétition des mêmes mouvements absurdes, sous l'empire des mêmes préoccupations, le type du parfait soldat grossier, brutal, scatologue et pornographe. Qu'ils visitent une caserne et ils verront sur les murs les traces de cette mentalité particulière devant laquelle ont abdicqué de belles intelligences et ils prendront cette servitude en dégoût.

Puis, à la lumière des faits, ils s'apercevront aussi que l'armée n'est pas uniquement organisée pour la défense du pays, mais surtout pour la défense d'intérêts particuliers; ils verront comment la troupe est mise sur pied pour faire capituler les travailleurs en grève devant la puissance capitaliste. Ils se souviendront de Göschenen et de la grève du Gothard, de Genève et de la grève de 1898, de Naters et de la grève du Simplon, et ces faits leur enseigneront que le sang prolétarien fut versé pour le salut du capitalisme et ils comprendront alors que l'acuité de la lutte économique rendra ces faits de plus en plus fréquents jusqu'au jour où le prolétaire, affranchi par leur exemple, refusera, lui aussi, l'impôt du sang dont il fait doublement les frais comme soldat et comme travailleur.

Georges HERZIG.